

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 19/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DICKSON CONSTANT

ZI DE LA PILATERIE
BP 109
59290 Wasquehal

Références : 11042023_Dickson Constant_Wasquehal
Code AIOT : 0007000575

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement DICKSON CONSTANT implanté rue des Châteaux ZI de la Pilaterie 59290 Wasquehal. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée à l'occasion de la campagne de contrôle inopinée réalisée au titre de l'année 2023 et diligentée par l'inspection de l'environnement.

Le contrôle porte sur le rejet des eaux industrielles issues de l'activité de teinturerie.

Lors des contrôles inopinés des années précédentes, le site a fait l'objet de :

- dépassements importants sur le paramètre zinc en 2020 et 2022;
- dépassements en 2020 (T°), 2021 (pH, T°) et 2022 (P, MES, DCO, pH, T°).

Il s'agit donc d'un site visé par l'action régionale des Hauts-de-France relative au traitement des gros dépassements.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DICKSON CONSTANT
- rue des Châteaux ZI de la Pilaterie 59290 Wasquehal
- Code AIOT : 0007000575
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Dickson Constant exploite à Wasquehal un site industriel de fabrication de tissus pour stores sur la zone industrielle de la Pilaterie.

Cette unité comprend, notamment, des ateliers d'ourdissage, de tissage, d'apprêtage, de stockage ainsi que des installations de compression d'air et des tours aéroréfrigérantes.

Les activités de la société sont régies par l'arrêté préfectoral du 23 août 2007 qui autorise l'exploitation de l'établissement notamment au titre de la rubrique 2330.1 (apprêts et enduction de tissus).

Le site relève également de la directive sur les émissions industrielles dite IED et est classé sous la rubrique 3620 : prétraitement (opération de lavage, de blanchiment, mercerisation) ou teinture de fibres textiles ou de textiles, avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques sanitaires (rejet eau de process)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 4.3.8.	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Éléments de	Autre du 06/07/2022, article /	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	contexte		
2	Réseaux – ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 4.2.2.	Sans objet
3	Réseaux – ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 4.3.6.2.	Sans objet
4	Réseaux – ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 4.3.6.3.	Sans objet
5	Entretien - isolement avec les milieux - incidents	Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 4.2.3	Sans objet
6	Entretien – isolement avec les milieux – incidents	Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 4.2.4.2.	Sans objet
7	Entretien – isolement avec les milieux – incidents	Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 4.3.4.	Sans objet
8	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 9.2.3.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a réalisé une visite d'inspection du site DICKSON CONSTANT le 17/10/2023 dans le cadre de l'action des contrôles inopinés eau 2023.

Elle s'inscrit dans le suivi et la recherche de solutions concernant les rejets non-conformes historiques sur les paramètres zinc et hydrocarbures.

L'exploitant a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure à ce sujet le 15/12/2021.

Depuis cet arrêté de mise en demeure, l'exploitant a engagé des actions correctives nécessitant de nombreux réglages et ajustements. Les premiers résultats montrent, notamment au travers de l'autosurveillance, que la nouvelle unité de traitement de l'exploitant est efficace sur les hydrocarbures mais pas encore sur le paramètre zinc. L'exploitant indique que le paramétrage de la nouvelle unité de traitement s'avère complexe, celle-ci est toujours en cours de réglage.

Le contrôle inopiné réalisé au titre de l'année 2023 confirme des résultats non-conformes. Il est relevé des dépassements des valeurs seuils sur les paramètres zinc, DBO5, DCO, phosphore et métaux totaux. Par contre celui-ci confirme bien la maîtrise de la concentration en hydrocarbures.

Malgré les non-conformités relevées, il faut noter que l'exploitant montre qu'il déploie des mesures correctrices pour respecter la valeur limite d'émission du rejet eau sur ce paramètre en établissant un protocole de réglage spécifique à chaque type de colorant employé.

S'agissant des suites administratives qu'il convient de proposer, il s'avère que :

- les constats qui ont conduit à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/12/2021 ont évolué,
- qu'une mise en demeure actualisée doit être envisagée.

Dans ces conditions, il est proposé à M. le préfet du Nord :

- **d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/12/2021** à l'encontre de la société DICKSON CONSTANT ;
- en application de l'article L 171-8 du code de l'environnement de **prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure** basé sur les constats actualisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Éléments de contexte

Référence réglementaire : Autre
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle inopiné (CI) précédent – conditions de fonctionnement
Prescription contrôlée : Date du CI EAU de l'année n-1 : 14 juin 2022 Nature du/des dépassement(s)/gros dépassement(s) relevés lors du CI EAU de l'année n-1. Conditions de fonctionnement du site.
Constats : <u>Date du CI EAU de l'année n-1 : 14 juin 2022</u> Des valeurs maximales ont été dépassées : <ul style="list-style-type: none">- Gros dépassement : Zinc (x4)- Dépassements : MES, DCO, Somme des métaux, Phosphore- Dépassements : pH (8,8 / 8,5), Température (43°/30°) Le dépassement du pH est ponctuel (moyenne de 8). La température reste au-dessus du seuil des 30°C avec une moyenne de 39°C. <u>Conditions de fonctionnement du site :</u> La fiche renseignée par l'exploitant indique que le site est en marche normale. L'eau de rejet industriel provenait de la laveuse de la ligne de traitement. 144 m ³ d'eau ont été rejetés pendant la mesure. <u>CI EAU des 17 et 18/10/2023 :</u> La semaine précédant le contrôle inopiné, le site était en APLD (Arrêt Prolongé Longue Durée). Il reprend une activité normale ce jour : démarrage à 13h pour un cycle de fonctionnement d'environ 10h. Le laboratoire SOCOTEC indique que cela est suffisant pour les prélèvements et mesures.
Observations : L'inspection n'a pas reçu le rapport du contrôle inopiné eau du 17/10/2023 en raison d'un problème technique du laboratoire de mesures. Les constats de l'inspection ont été réalisés le 17/10/2023. Le contrôle inopiné du laboratoire a été reprogrammé et réalisé sans présence de l'inspection les 7 et 8/11/2023. Le rapport final du CI 2023 a été reçu par l'inspection le 01/12/2023.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 2 : Réseaux – ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 4.2.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
--

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bas de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les principaux ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection 2 types de plan :

- Un schéma du circuit d'eau incluant les TAR et le process de l'origine de l'eau jusqu'au rejet.
- Un plan de masse du réseau eau de process sur la partie extérieure des bâtiments indiquant les collecteurs, regards, rejets (eaux usées et process différents) et côtes.

Ces plans sont numériques.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 3 : Réseaux – ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 4.3.6.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des ouvrages de rejet

Prescription contrôlée :

4.3.6.2.1. Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur

4.4.6.2.1. Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

<p>Constats :</p> <p>Le réseau des eaux de process a un seul point de rejet. L'inspection constate la présence d'un point de prélèvement d'échantillons et de mesures.</p> <p>Ce point est correctement aménagé, couvert et permet des interventions en toute sécurité.</p> <p>Sur ce point est aménagé un canal de Venturi. L'ensemble est entretenu.</p> <p>Un échange avec le laboratoire confirme l'état satisfaisant du point de prélèvement et de mesure.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Réseaux – ouvrages de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 4.3.6.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Équipement des ouvrages de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages d'évacuation des rejets d'eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement doivent être équipés des dispositifs de prélèvement et de mesure automatiques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 heures, et la conservation des échantillons à une température de 4°C ; - un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement ; - un pH-mètre et thermomètre en continu avec enregistrement.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté l'ensemble des dispositifs prescrits. Ceux-ci sont à couvert à proximité du point de prélèvements et de mesures.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Entretien - isolement avec les milieux - incidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 4.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"..</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>.." (il s'agit des réseaux de collecte)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate (par les factures présentées) que le réseau eaux de process est contrôlé et entretenu 1 fois par mois par la société Crespel et que l'alimentation en eau 1 fois par an par la société Suez Eau France.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant a mis en place un système de compteurs sur le site pour suivre sa consommation et détecter les éventuelles fuites. Les 21 compteurs du site sont relevés une fois par mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 4.2.4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'exploitant a mis en place des vannes de barrage pour isoler les réseaux d'assainissement du site des eaux d'extinction incendie. L'inspection constate leur présence sur un plan présenté par l'exploitant (6 vannes sectorisées). Elles sont actionnables localement par clé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 4.3.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
Prescription contrôlée : Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Ce registre, éventuellement informatisé, est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
Constats : L'exploitant a mis en place une unité de traitement depuis février 2023 sur le réseau eaux de process avec pour objectif un abattement des paramètres physico-chimiques. Les paramètres mesurés par le programme d'autosurveillance permettent à l'exploitant de s'assurer du bon fonctionnement de l'installation. Les données sont accessibles sur un support numérique. La conduite de l'installation est confiée au responsable HSE et à l'assistante santé sécurité environnement et énergie. L'inspection constate que l'exploitant a mis en place un protocole de réglage de l'unité de traitement afin d'optimiser son efficacité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 9.2.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Rejets d'eaux résiduaires (n°4, article 4.3.1)

Paramètre	Périodicité de la mesure	Méthode de référence
Débit	Continue	
pH	Continue	NFT 90 008
Température	Continue	
DCO	Journalière	NFT 90 101
DBO ₅	Journalière	NFT 90 103
MeS	Hebdomadaire	NFEN872
N total	Mensuelle	NF EN ISO 25663
P total	Mensuelle	NFT 90023
Hydrocarbures totaux	Mensuelle	NFT 90114
Matières inhibitrices	Mensuelle	/
Métaux totaux	Mensuelle	/

Constats :

L'inspection constate des données manquantes entre août 2022 et décembre 2022 : l'exploitant indique une perte de résultats du laboratoire de mesures (CARSO) sur cette période. Sur la période janvier 2022-juillet 2023, les transmissions des résultats sur GIDAF sont respectées. Le site était fermé en août 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 4.3.8.

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) : 4

Débit de référence	Maximal : 450 m³/j	Maximal : 40 m³/h		
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Concentration horaire maximale (mg/l)	Flux moyen Journalier (kg/j)	Flux horaire maximal (kg/j)
DCO	1500	2 500	450	35
DBO ₅	350	600	110	11
MeS	120	250	40	4
N total	50	50	15	1,5
P total	10	10	4	0,4
Métaux totaux	5	10	1	0,1
Hydrocarbures totaux	5	5	1	0,1
Zinc et composés	1,5	/	0,75	/
Cadmium	0,001	/	0,0045	/
Chrome et composés	0	0	0	0
Couleur	100 mg Pt/l			

Constats :

Il est rappelé en salle :

1. les principales mesures du contrôle inopiné de 2022 :

- Gros dépassement : Zinc (x4)
- Dépassements : MES, DCO, Somme des métaux, Phosphore
- Dépassements : pH (8,8 / 8,5), Température (43°/30°)

2. La valeur limite d'émission du zinc est celle fixée par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation : 0,8 mg/l.

Initialement dans l'AM du 2/2/98 la VLE en zinc était de 2 mg/l mais elle a été abaissée suite à l'arrêté ministériel « RSDE » du 24 août 2017 qui est venu la fixer à 0,8 mg/l que le rejet soit direct au milieu ou indirect (c-a-d via une STEP).

3. la synthèse des résultats d'autosurveillance GIDAF (en concentration) sur la période janvier 2023- septembre 2023 (site fermé en août) :

- Gros dépassement : Zinc en février, mars, avril, juillet et septembre. Hydrocarbures en janvier
- Dépassement : Température en janvier, février, mars, avril, juin, juillet et septembre. Hydrocarbures en février. pH en avril

Les valeurs seuils des autres paramètres sont respectées.

Les hydrocarbures restent sur des mesures conformes depuis février. Sur ce point la nouvelle unité de traitement est efficace.

Sur le zinc, les valeurs réglementaires sont encore souvent dépassées, dépassements que l'on peut qualifier de gros dépassements (c-a-d plus de 2 fois la VLE). L'exploitant indique à l'inspection la mise en place d'un plan de suivi et d'actions correctrices sur ce paramètre par :

- achat d'un appareil de mesure spécifique sur le zinc
- mesures réalisées avant et après l'unité de traitement
- prise en compte du type de textile en cours de traitement
- affinage du dosage des différents réactifs au niveau de l'unité.

L'exploitant indique que les premiers résultats confirment que la source de pollution provient des colorants (jaune et orange).

L'objectif pour l'exploitant est d'établir un protocole de réglage fin des différents dosages des produits actifs de l'unité de traitement adapté au produit traité.

Observations :

Les principales mesures du CI de 2023 (Post inspection)

L'inspection n'a pas reçu le rapport du contrôle inopiné eau du 17/10/2023 en raison d'un problème technique du laboratoire de mesures. Le contrôle a été reprogrammé les 7 et 8/11/2023. Le rapport final du CI 2023 a été reçu par l'inspection le 01/12/2023.

Dickson Constant fait l'objet d'une mise en demeure par l'arrêté préfectoral du 15/12/2021 portant sur le respect des concentrations limites pour les paramètres hydrocarbures et zinc.

Le contrôle inopiné de 2023 a confirmé le non dépassement en concentration sur le paramètre hydrocarbures. La concentration en zinc mesurée est au-delà de la valeur seuil.

De plus, le contrôle inopiné de 2023 a montré un dépassement en concentration sur d'autres paramètres que le zinc : DBO5, DCO, métaux totaux et phosphore.

DCO, métaux totaux et phosphore ont déjà été dépassés lors du CI 2022.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois